

23 mars 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel Vista à Washington, notamment sur les relations franco-soviétiques, les négociations Est-Ouest et la politique étrangère de la France au Liban, vendredi 23 mars 1984.

Mesdames et messieurs,

- Je suis heureux de pouvoir vous recevoir ce matin pour un premier échange de vues, je dis premier pour ceux d'entre vous qui font le même voyage et que j'aurai certainement l'occasion de rencontrer à nouveau. Vingt-quatre heures de présence active aux Etats-Unis d'Amérique ne permettent pas de traiter de tout, mais c'était quand même la partie politique la plus importante de ce voyage d'une semaine, puisque j'ai rencontré les principaux dirigeants de ce pays, à commencer par le Président des Etats-Unis d'Amérique ` Ronald Reagan ` . Je suis donc à votre disposition pour répondre aux questions qui répondent à vos premières curiosités et à votre nécessaire information.\

QUESTION.- Vous avez parlé récemment de la possibilité d'aller à Moscou avant la fin de l'année. Alors est-ce que vous voyez un changement actuel dans les relations Est - Ouest et quel est dans cette perspective la place que vous voyez pour la France ?

- LE PRESIDENT.- La France reste fidèle à elle-même. Elle a toujours défendu la thèse de l'équilibre des forces dans le monde, de l'équilibre des forces en Europe et elle s'est tenue avec fermeté à cette proposition. Sur chaque événement de la vie politique internationale au cours de ces dernières années, elle s'est exprimée, sans précautions particulières. Elle a exprimé sa pensée, ce qui lui paraît être les intérêts de la paix et les relations normales entre les Etats. De grands événements se sont produits l'an dernier, la discussion autour de la conférence de Genève sur les armes atomiques à portée intermédiaire ` FNI ` , ainsi que finalement l'installation des Pershings ` fusées ` dans le trouble d'une grande partie de l'opinion européenne. La France là aussi, a développé sa position : pas de force atomique à portée intermédiaire du tout, c'est le souhaitable : nous sommes pour le désarmement. Il reste le possible qui ne dépend pas de nous. A partir du moment où toutes ces armes sont disposées d'un côté, il est normal que de l'autre il y en ait. Alors, cela a correspondu à une période de tension, pas spécialement entre l'Union soviétique et la France, mais entre l'Est et l'Ouest. Aujourd'hui, la conférence de Genève, ayant échoué, en tout cas, sous cette première forme, il existe une nouvelle situation. Et dans cette situation nouvelle, la France entend persévérer dans sa démarche car la fermeté sur l'essentiel, l'équilibre, n'empêche en rien que la France continue, comme elle l'a toujours fait, d'avoir des relations avec l'Union soviétique, pays voisin de la France, avec la Russie, qui depuis des siècles entretient avec nous des relations généralement cordiales selon une notion d'équilibre déjà ancienne car dans des situations diverses, et quels que soient les régimes intérieurs, cela reste une des constantes de notre démocratie. Nous souhaitons avoir des relations actives dans le respect, bien entendu, de la souveraineté nationale.

- J'ai donc constamment répété que j'entendais préserver les chances de cette relation avec un Etat, un gouvernement, mais aussi - c'est très important pour nous - avec un grand peuple qui a

été notre allié dans de grandes circonstances. Alors les relations, les échanges de vues se sont multipliés depuis quelque mois. Et si la France peut être utile pour reprendre part à une définition plus précise du retour à des relations normales entre l'Est et l'Ouest, elle n'y manquera pas. De quelle façon, M. Bortoli, n'allons pas trop vite, non plus. Quant au voyage dont vous me parlez, je vous répondrai simplement, il est probable. Attendez qu'il soit décidé pour aller plus loin dans les commentaires.\

QUESTION.- (inaudible)... Vous avez dit autrefois que vous n'irez pas à Moscou avant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Avez-vous changé de position ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas très bien le rapport, et j'ai le sentiment que vous mêlez quelques notions et quelques faits qui ne sont pas du tout les mêmes : la Pologne, l'Afghanistan... D'abord je n'ai jamais fait personnellement de déclaration comme celle-ci. Je n'ai jamais dit : "Je n'irai jamais tant que..." Mais j'ai toujours condamné l'invasion de l'armée soviétique en Afghanistan et la situation créée en Pologne et je continue de les déplorer et de les condamner. Mais, voyez-vous, dans les relations entre les grands pays d'Europe et d'ailleurs, ce qui est important, c'est de savoir ce que chacun attend de l'autre et ce que l'Union soviétique doit légitimement attendre de la France, c'est qu'elle soit loyale et désireuse de créer un climat utile à la paix, au désarmement, et aux échanges de toute sorte, sans qu'il y ait en quoi que ce soit renoncement à nos intérêts nationaux et à nos conceptions. Je crois que la preuve est faite, de ce point de vue, et que, comme je l'ai dit récemment dans une interview donnée à un journal français, nul ne peut s'y méprendre. Comme cela, les bases sont solides et, quand on en parle, et quand on en parlera, on saura que nous sommes entre partenaires qui se respectent. Tel n'a peut-être pas été le cas dans le passé.\

QUESTION.- Monsieur le Président, s'il vous plaît, comment peut-on expliquer la chaleur de la rencontre entre vous-même et le Président Reagan alors que la France et les Etats-Unis ne partagent pas le même point de vue sur toutes les questions de politique étrangère et lorsque probablement votre philosophie de la vie n'est pas tout à fait celle du Président Reagan ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, même en France, j'ai de très bons amis qui ne votent pas comme moi, de très grands amis, que j'ai grand plaisir à voir, et il y a beaucoup de chaleur dans nos propos, bien que nous n'ayons pas la même philosophie et que nous ne votions pas de la même façon, et qu'ils ne votent pas pour moi. Cela ne gêne en rien notre amitié. On peut dire naturellement que la politique pèse souvent sur les relations humaines. Mais moi, je ne suis pas comme cela, j'estime les gens quand leur comportement dans la vie me plaît. Il y a d'autres critères que la politique. Pourquoi donc est-ce que je n'appliquerai pas ce raisonnement à des personnalités étrangères ? J'ai l'esprit, finalement, plutôt libre. Si quelqu'un en doutait, je tiens à le rassurer.\

` Suite réponse sur la rencontre Mitterrand - Reagan `

- D'autre part, les relations de la France et des Etats-Unis d'Amérique sont, ce n'est pas moi qui vais vous l'apprendre, historiquement bonnes, et même dans les moments de tension, cela n'a jamais atteint l'essentiel. L'alliance a tenu bon et, dans les moments très difficiles, tout le monde s'est rejoint. Cela continue avec moi.

- C'est vrai, j'ai remarqué, comme vous, une certaine chaleur dans l'accueil. C'est un grand hommage, je crois, rendu à la France - et je ne dis pas spécialement à la France d'aujourd'hui - à la France telle qu'on la comprend et telle qu'on l'aime dans ce pays. Et puis je peux dire que les Français aiment bien les Américains. Moi je suis de ceux-là. Je n'ai pas attendu aujourd'hui d'être Président de la République pour le dire et pour le montrer. Je crois même avoir cité hier le chiffre de trente-huit : trente-huit ans que je suis venu pour la première fois dans ce pays, et j'y suis revenu une quinzaine de fois.

- Le Président Reagan est le Président de ce grand peuple et je le respecte. Je n'ai jamais dissimulé que, sur certains aspects de sa politique extérieure ou de sa politique intérieure, lorsqu'elle a des répercussions sur l'extérieur, il peut y avoir des divergences et autrement je ne m'en occupe pas. Je ne partage pas toujours les mêmes conceptions, les mêmes orientations. Cela donne un peu plus de saveur et de contenu au débat. Si on était d'accord a priori, il n'y aurait

peut-être plus grand chose à dire, surtout naturellement de parler de la pluie et du beau temps, ce qui pourrait être agréable, surtout quand il fait beau.

- Alors je voudrais simplement vous dire à quel point j'ai été sensible à la qualité de cet accueil du Président, des principaux dirigeants du Congrès. Nos conceptions personnelles ne sont pas indifférentes, je vais vous répondre tout à fait sérieusement. Les bonnes relations de nos deux pays, les convergences de notre diplomatie sur quelques points essentiels ne doivent pas signifier pour autant l'effacement des différences que j'ai expliquées à diverses reprises en disant tout simplement : nous ne sommes pas au même endroit, nous l'avons pas exactement la même histoire, la géographie et l'histoire interviennent dans les choix des uns et des autres. Seulement voilà, lorsqu'il s'agit de choisir dans les grands carrefours du destin, vivre, périr, la guerre, la paix, la liberté, l'oppression, la solidarité, la discorde, à ce moment-là, tout naturellement les Etats-Unis d'Amérique et la France se retrouvent. Voilà, cela ne veut pas dire autre chose.\

QUESTION.- Les efforts que poursuivent les Etats-Unis pour reprendre avec l'Union soviétique les négociations sur les forces nucléaires à portée intermédiaires vous paraissent-ils suffisamment vigoureux ? Irez-vous à Moscou avant la fin de l'année et pensez-vous que ce haut niveau de dialogue s'établira bientôt entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ?

- LE PRESIDENT.- Avant la fin de l'année ? Même réponse : probable. Mais, je le répète aussi, tant que les choses ne sont pas décidées, comment préjuger la suite des choses. Je n'ai pas, je le crois, à apprécier de savoir si le Président Reagan fait assez d'efforts pour rétablir un meilleur climat avec l'Union soviétique. Le moment est assez difficile, sur le plan diplomatique, car les Etats-Unis d'Amérique ont commencé à installer les Pershing, c'était en décembre. Et l'Union soviétique avait véritablement dit - à l'époque M. Andropov, - que la Russie quitterait Genève, - elle n'a pas quitté tout à fait Genève, - qu'elle quitterait la négociation, que celle-ci cesserait, qu'elle serait interrompue. C'était une idée de rupture. Finalement la rupture ne s'est pas produite dans tous les sens du mot et une capacité de discussion a été maintenue par quelques canaux.\

` Suite réponse sur les relations américano - soviétiques `

- Mais il faut comprendre l'Union soviétique. Elle s'est engagée dans un grand débat politique, dans une grande partie diplomatique et elle a vu que les plans de l'OTAN, auxquels la France ne participait pas ne faisant pas partie du commandement intégré, et n'étant donc pas partie à la décision, avaient été poursuivis jusqu'à leur terme. Il lui est vraiment difficile, je crois, dans les mois qui suivent, de faire comme si rien ne s'était passé.

- Il faut que du temps se passe. L'essentiel est de ne pas gâcher ce temps et de ne pas créer de nouvelles causes de discorde ou de conflit. Et ce temps, je le crois, a été bien géré par les uns et les autres : quelques échanges, quelques signes, en dépit de la froideur qui dure, montrent que nul n'a voulu aller vers l'irréparable. C'est dans une phase ultérieure, pas très lointaine, pas immédiate, que pourra vraiment commencer le dialogue actif entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, entre l'Est et l'Ouest et pourquoi pas entre l'Union soviétique et la France.

- Voilà ce que je puis vous dire, les choses se font dans leur temps et il y a des lois de la psychologie internationale qu'on ne peut pas négliger et mais les dispositions d'esprit - je me méfie des mots, des attitudes -, me laissent espérer que le dialogue sera repris. Cela est un pronostic, ce n'est pas une information.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il est notoire que vous aviez des différences d'appréciation avec le Président Reagan sur l'Amérique centrale lorsque vous avez accédé à la Présidence. Est-ce que depuis les points de vue se sont rapprochés ou plutôt éloignés ?

- LE PRESIDENT.- Il me semblait avoir dit ce que j'en pensais en toutes circonstances, y compris hier devant le Congrès. Je ne partage pas l'analyse de la diplomatie américaine pour l'Amérique centrale. Naturellement à force de ne pas admettre l'explication qui est la mienne, la diplomatie américaine se trouve dans une situation différente, c'est-à-dire que ce qu'elle redoute, légitimement, des pays d'Amérique centrale qui pourraient être des bases agressives à l'égard des Etats-Unis - quand ce ne serait que sur le plan idéologique - a plus de chance de se produire puisque tout se durcit, que c'est la guerre partout.

- Mais il me semble que les sources de ces conflits tiennent, comme je l'ai répété hier, à une

situation qui n'a pas été corrigée à temps : une situation dans laquelle des dictateurs militaires sont en vérité les interprètes d'oligarchies qui contrôlent tous les leviers de l'économie de ces pays et qui entretiennent une situation d'injustice économique et sociale dramatique. Le rôle de l'Occident, selon moi, c'est de faciliter une évolution vers plus de prospérité, plus de démocratie, la maîtrise de leurs propres affaires par les peuples, et cette démarche, je souhaite qu'elle puisse convaincre. C'est de plus en plus difficile puisque les tensions s'accroissent.

- Cela dit, mon opinion étant exprimée - je ne l'ai jamais dissimulée, - je souhaite que les Etats-Unis d'Amérique n'aient pas à en souffrir et que finissent par l'emporter les solutions de bon sens & cela veut dire le respect des uns et des autres, la non ingérence de tout le monde et finalement les réformes économiques et sociales qui accélèrent la marche de la démocratie dans les pays d'Amérique centrale.\

QUESTION.- Monsieur le Président, hier au Congrès, vous avez donné l'impression d'insister beaucoup sur la bonne santé de l'économie française, sur son redressement. On a eu l'impression finalement que vous vous adressiez, par le biais des Américains, peut-être à d'autres. (Reste de la question inaudible).

- LE PRESIDENT.- Mais beaucoup en doutent, et même en France. Je crois avoir dit - je ne connais pas par coeur le discours que j'ai prononcé, bien que j'y ai beaucoup travaillé, y compris dans la nuit précédente - que j'avais le sentiment, ici, comme dans beaucoup d'autres endroits, que les oreilles étaient plus préparées à entendre le discours inverse & donc il faut que je redresse un préjugé, des idées toutes faites, entretenues avec beaucoup de soin par beaucoup de gens à travers le monde, y compris par des Français. Il y a du travail à faire, rétablir la vérité. La vérité n'est pas, comment dirai-je, rose. La vérité, c'est la vérité. Elle n'est pas non plus noire, ou si grise que cela. La France se redresse et il faut qu'on le sache. Ecoutez, si ce n'est pas moi qui le dis, qui le fera ? Il faut au moins commencer par moi, ensuite je compte sur vous.\

QUESTION.- (inaudible) Question sur le rôle de la France dans les relations Est - Ouest.

- LE PRESIDENT.- On a vu que vous parliez pas mal français, avec un peu d'accent. Voyez, moi je fais comme vous venez de faire dans la deuxième partie de votre intervention, je me méfie, je préfère parler directement dans ma langue & j'ai constaté que je m'exprimais beaucoup mieux en français que la plupart de ceux qui croient parler anglais lorsqu'ils viennent de France et qu'ils changent de langue.

- Alors maintenant, je réponds. Je ne suis absolument pas un intermédiaire, et cela ne m'a pas été demandé & je ne désire pas d'ailleurs servir d'intermédiaire dans la négociation entre l'Est et l'Ouest et particulièrement entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Il me suffit d'être le porte-parole, et j'en suis très fier, de mon pays. Et dans le cas probable et non certain, où je me rendrai en Union soviétique, naturellement j'essayerai de servir le développement du dialogue entre l'Est et l'Ouest et particulièrement entre les deux plus importants pays de l'Est et de l'Ouest. Mais cela ne correspond ni à un arbitrage, ni à une médiation, ni à un service rendu, je m'exprimerai comme j'ai envie de m'exprimer au nom de mon pays, c'est tout.\

QUESTION.- Est-ce que vous avez le sentiment (inaudible) que les événements de Bruxelles ont un impact sur votre visite ?... (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Non, non, bien entendu, ils auraient voulu, comme moi, que la négociation de Bruxelles aille jusqu'à son terme, mais ce que je ne vois pas très bien, monsieur, c'est pourquoi vous parlez de moi dans cette affaire. Pourquoi est-ce que j'aurais compliqué personnellement ma tâche de représentant de la France dans les relations de mon pays avec les Etats-Unis d'Amérique. Il n'y a aucune raison.

- La négociation de Bruxelles, j'agis, depuis que j'en ai la charge, - mais quelle charge : celle de la présider de mon mieux, - j'y consacre le plus de temps possible, d'attention & et je dois dire que cette réunion de Bruxelles a permis de déblayer tous les autres contentieux, - j'en ai cité seize à ceux d'entre vous et quelques autres qui ont eu l'obligeance d'attendre une heure tardive, mardi soir pour m'écouter en rendre compte, - tous les autres contentieux, sous la réserve de règlement sur le lait irlandais, dont l'Irlande n'a pas fait -état pour s'opposer à un accord global à Bruxelles. Permettez-moi de vous dire que l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, ce n'est pas rien,

l'augmentation des ressources propres, c'est-à-dire l'augmentation de la TVA pour permettre à l'Europe d'assumer ses charges nouvelles et l'élargissement, le soutien d'un certain nombre de productions méditerranéennes et les politiques nouvelles : technologiques, industrielles, sociales, etc, cela a été adopté. Des problèmes agricoles ont été réglés, particulièrement le problème des excédents, le problème difficile des produits laitiers, et aussi des problèmes qui apparaîtront comme mineurs, mais qui ne le sont pas, qui comptent dans notre vie quotidienne, puisque nous avons même établi un début de règlement pour les facilités douanières.\

` Suite réponse sur le bilan du Conseil européen de Bruxelles `

- Tout cela montre bien qu'un réel progrès a été accompli à Bruxelles, qui a buté sur le problème du remboursement à la Grande-Bretagne d'une part de sa contribution £ mais depuis déjà assez longtemps, c'est comme cela, c'est un problème de fonds qui se pose, qui n'est pas encore résolu, qui peut l'être. Il faut y montrer de la patience et de la tenacité. Mais comme depuis Stuttgart, il a été décidé que l'ensemble de ces mesures étaient solidaires - pas toutes, cela dépend de leur nature, - que celles qui exigent l'unanimité, en tout cas, étaient solidaires. De ce fait il suffit d'un désaccord d'un sur dix sur un seul point pour que le reste soit gelé. C'est ce qui reste à faire et je n'ai pas le sentiment que la France et le Président Français aient été particulièrement mis en cause dans cette affaire, puisque nous y avons consacré du travail et de la patience et que nous allons continuer. L'histoire de l'Europe ne s'est pas arrêtée à Bruxelles.

- Alors par rapport aux Etats-Unis d'Amérique, nous en avons parlé à deux reprises £ enfin j'en ai parlé avec M. Schultz et nous en avons parlé ce matin avec le Président Reagan. C'est dire que c'est quand même un sujet important : l'Europe, les Etats-Unis d'Amérique, naturellement c'est un couple qui repose sur des productions, enfin sur les éléments de force, de puissance, de développement, qui intéressent l'un et l'autre à la fois. Mais je n'ai pas senti que les Américains, pas plus que les Européens, ne baissent les bras. Vous savez, l'Europe, elle existe, il faudrait beaucoup de choses pour qu'elle se brise. Nous sommes fin mars, les choses ne resteront pas en l'état, c'est évident, mais nous en parlerons en temps utile.\

QUESTION.- Espérez-vous des progrès dans le domaine monétaire ?

- LE PRESIDENT.- Je crois en avoir fait état aussi dans mon discours du Congrès, je regrettais qu'il n'y ait pas eu plus de progrès, mais vous savez, depuis 1971 et la décision prise à l'époque par les Etats-Unis d'Amérique, ce pays s'est engagé dans une stratégie monétaire qui ne peut pas être inversée très aisément. Non seulement j'insiste pour qu'un ordre monétaire international soit réinstauré, mais je ne suis pas seul, tous les autres le demandent. Et naturellement la situation du dollar, qui est une monnaie nationale mais en même temps la monnaie internationale, crée des devoirs particuliers au pays qui émet cette monnaie. Bon, nous en discutons. Nous avons fait quelques progrès £ je voudrais bien me garder, n'est-ce pas, de parler avec vous de telle sorte que vous puissiez vous tromper, je ne fais pas de propagande ici. Nous avons fait trop peu, mais, quelques progrès. D'abord on en parle, cela c'est déjà un très gros progrès. Au début, personne ne pouvait parler, c'était le vide absolu, c'était le blocage. M. Delors ` ministre de l'économie et des finances ` a présidé, je ne sais pas combien, peut-être quatre ou cinq réunions dans lesquelles l'ordre du jour était le système monétaire international. Si on ne peut pas obtenir d'ici quelque temps le maximum, qui serait un système, au moins peut-on discuter d'atténuations qui permettent d'éviter un excès de fluctuations, qui puissent inaugurer une politique différente à l'égard du tiers monde, enfin quelques progrès infiniment trop petits par rapport à l'ampleur du sujet.\

QUESTION.- Vous avez écrit il y a trois ans que l'Alliance atlantique devait être redéfinie, vous avez évoqué la question de l'automatisme. Pensez-vous que la question est toujours actuelle ?

- LE PRESIDENT.- Sur le plan, disons militaire, on peut dire qu'il y a indiscutable solidarité, réelle présence américaine, notamment en Europe, dans les pays autres que la France, mais il n'y a pas automatisme. C'est ce qui d'ailleurs avait expliqué les positions initiales du général de Gaulle et c'est ce décalage entre ce que nous appelons, vous et moi, l'automatisme et l'alliance, qui a conduit un pays comme le nôtre à se doter d'une défense autonome. Ce problème se pose toujours... et c'est tout.

- Maintenant, est-ce que l'automatisme est nécessaire ? Dans ce cas-là, cela supposerait aussi toute une organisation qui serait différente. Est-ce que les Etats-Unis d'Amérique veulent s'éloigner de l'Europe jusqu'à se renfermer chez eux ? Les Etats-Unis d'Amérique sont le pays le plus puissant du monde et ils ne peuvent pas s'abstraire d'événements aussi importants que ceux qui concernent l'Europe, ce n'est pas possible et ces hommes d'Etat responsables n'y songent pas. Qu'il y ait une tentation, c'est évident, je crois qu'elle a toujours existé. Après tout, on peut le comprendre d'un certain point de vue. Mais je crois vraiment au sens de la responsabilité des dirigeants et je ne pense pas qu'il y ait à douter de leurs engagements.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous aviez été irrité, il y a quelques semaines, par la soudaineté de l'annonce, par le Président Reagan du retrait des marines du Liban. Est-ce que vous-même et le Président Reagan partagez la même analyse de la situation au Liban ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai rien dit là-dessus, je n'ai pas dit ce que je pensais, donc vous ne pouvez pas en faire état. Nous avons en effet appartenu à la même force multinationale qui a été créée, rappelez-vous, au moment où il s'agissait de s'interposer entre les forces israéliennes qui occupaient Beyrouth-Est et les Palestiniens qui étaient dans un camp retranché de la ville de Beyrouth-Ouest. Eh bien ! ce sont les troupes françaises qui sont arrivées les premières et elles ont pu organiser le rapatriement dans la dignité de plusieurs milliers de Palestiniens. Voilà l'origine de la force multinationale, composée de quatre pays, qui a commencé sa mission sur ces bases.

- Ensuite, nous y sommes revenus - nous étions repartis, mission remplie - parce que le malheur a voulu que Sabra et Chatila se produisent quelques jours après notre départ et même dans certains journaux on disait : pourquoi sont-ils partis ? Bah ! on avait terminé, qu'est-ce qu'on avait à y faire ? Mais ce drame humain considérable et déchirant nous a amenés à de nouveau assister le Liban qui est un pays ami, qui nous est très cher, à la demande du chef de l'Etat, naturellement et à la demande aussi de toutes les fractions qui, à l'heure actuelle se déchirent au Liban.

- Nous avons encore pu servir à régler un certain nombre de problèmes, surtout de situations humaines. Nous avons à Tripoli, rappelez-vous, assuré le départ de 4000 Palestiniens et de M. Arafat, les Grecs assurant le transport et les Français la sécurité de ce transport. Nous avons organisé l'échange des prisonniers, encore des milliers de Palestiniens et un certain nombre d'Israéliens. Nous avons assuré la protection de quartiers où nous nous trouvions, à Beyrouth, et la population, je vous assure nous en est très reconnaissante. Tous ceux de vos envoyés spéciaux qui sont allés au Liban savent à quel point les soldats français sont appréciés, dès qu'on parle de départ, d'ailleurs, nous recevons des sollicitations multiples, non seulement des officiels, non seulement des groupes représentatifs de l'opinion libanaise, mais aussi de la population disant : "mais non, restez "\

` suite réponse sur la force multinationale au Liban `

- Les Américains - les forces terrestres - sont parties en effet. Elles ne remplissaient pas le même rôle que nous à Beyrouth et ne correspondaient pas non plus à la même histoire, au même type de relations nouées à travers plusieurs siècles, entre ce que l'on appelait autrefois les "échelles du Levant" et la vieille monarchie française, qui se sont perpétuées à travers le temps et sous des formes diverses : eh bien ! nous sommes restés, nous. Il n'y a pas eu de dissentiment entre les Etats-Unis d'Amérique et la France : il y a eu une différence d'appréciation quant à la façon de perpétuer une présence là-bas. Mais les troupes françaises quitteront le Liban cette mission à son tour est remplie. Nous ne pouvons pas être des éléments intervenant dans ce qui est une guerre civile. Par contre, nous continuons de remplir un rôle qui est déterminant qui nous vaut, je le crois, l'estime de tous les représentants de toutes les fractions qui comptent au Liban.

- Les dernières démarches qui se sont produites entre les différentes fractions se sont déroulées souvent dans les cantonnements français ou sous la protection de l'armée française. Alors nous, nous continuons de dire que l'essentiel, en tout cas pour nous, c'est de pouvoir perpétuer notre présence, sous sa forme normale, c'est-à-dire sous la forme normale dans l'action politique, diplomatique, culturelle, économique, l'aspect militaire étant par -nature transitoire. Mais l'aspect militaire n'est pas indifférent à cet objectif parce que quand le Liban est en péril, si le plus proche de ses amis ne bouge pas. comment voulez-vous que cette amitié se nourrisse de confiance ? Je

de ces années ne se passe pas, comment direz-vous que cette année de négociations de commerce, je crois que nous avons préservé tout cela.

- Avec les Etats-Unis d'Amérique, il faut que vous sachiez que la force multinationale n'a jamais été un corps expéditionnaire commun, c'est-à-dire que notre force n'était que sous le commandement de la France, donc il n'y a pas eu à déchirer, à séparer ce qui était en effet concomitant, ce qui pour certaines missions de sécurité était souvent associé mais qui ne l'était pas au-delà de cette mission précise. Alors cela n'a pas conduit à un différend particulier, cela a démontré simplement que la politique de la France était une politique qui nous était propre et que nous conduisions à notre façon.\

QUESTION.- (inaudible) question sur le protectionnisme dans le domaine du commerce des vins.

- LE PRESIDENT.- Le commerce viticole n'est qu'un aspect du commerce en général et, spécialement, pour les produits agro-alimentaires. Ce problème du protectionnisme est posé. Il est posé de part et d'autre et j'ai constamment dit au cours de mes conversations, hier, ce matin encore, qu'il serait sage de procéder à un examen contradictoire sérieux des dispositions respectives qui sont prises, ici ou là, pour empêcher la liberté des échanges. De ce point de vue, vous savez, de part et d'autre, nous avons des choses à nous dire. Il n'y aura pas de mesures aux Etats-Unis d'Amérique contre les importations de vins français, et d'ailleurs pourquoi est-ce que l'on dit "de vins français", on pourrait dire de vins allemands et aussi italiens ? On achète plus en Amérique de vins italiens et de vins allemands que de vins français, je vous le signale. En valeur, c'est nous qui avons la plus forte vente, parce que nos vins sont plus estimés - les vins de qualité - mais en quantité, nous vendons moins. Donc le problème n'est pas spécifiquement français. Il existe aussi un certain nombre de mesures de caractère protectionniste pratiquées par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de l'Europe : il faut tout mettre sur la table et, à ce moment là, on s'apercevra que des mesures équitables mutuelles permettront de régler ces affaires irritantes.\

QUESTION.- (inaudible) question sur la politique française en Afrique et ses relations éventuelles avec la politique américaine.

- LE PRESIDENT.- En Afrique, ce n'est pas l'Alliance atlantique. Je reconnais que l'Atlantique va très très loin vers le Sud, mais enfin l'aire géographique du pacte atlantique est une aire géographique tout à fait définie.

- Bon, alors nous avons des relations de grands pays alliés mais nous n'avons pas identité de démarches dans tous les pays d'Afrique. Souvent d'ailleurs, on s'entraide lorsqu'il y a des aides à apporter ici ou là, on se communique nos informations pour contribuer du mieux possible à l'autosuffisance alimentaire lorsque cela est faisable, au développement énergétique, que sais-je encore ? Enfin, nous nous informons mutuellement, nous discutons des problèmes de l'Afrique sur lesquels la France a d'ailleurs une vision historique qui est tout de même tout à fait confirmée, on sait ce que c'est que l'Afrique. Vous savez, les relations géo-politique et géo-stratégiques cela existe. Il n'y a pas de raison d'être, il n'y a pas non plus de rivalité mais il n'y a pas de politique franco - américaine là où il n'y a pas lieu qu'il y en ait. Ce sont deux pays souverains, indépendants, qui mettent en commun ce qu'ils ont à mettre en commun mais cela est défini dans des traités et les traités, eux, sont toujours des choses très précises. On peut dire que nous avons avec les Etats-Unis d'Amérique de bonnes relations en Afrique et nos deux démarches ne sont pas identiques et ne sont pas identifiables. Elles sont très souvent convergentes, c'est tout. Très souvent : cela veut dire, pas toujours.\

QUESTION.- Dans quelle mesure, monsieur le Président, votre analyse coïncide-t-elle avec celle des Etats-Unis en ce qui concerne le rôle de la Syrie au Liban et avez-vous été sollicité par M. Gemayel et M. Gazin pour rester au Liban ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, j'ai vu M. Gemayel et M. Berri ` responsable du Mouvement chiite Amal ` avant-hier. Il n'y a pas eu de communiqué officiel sur le contenu de nos conversations et je n'ai pas l'habitude, quand je reçois un visiteur d'aller dire aussitôt : voilà ce qu'il m'a dit. Donc, je serai très discret là-dessus £ pour employer des périphrases, je crois que si les Français restaient plus longtemps cela conviendrait bien à ceux qui recherchent le nouvel équilibre intérieur du Liban. Pour le reste, nous en reparlerons davantage un peu plus tard.\

QUESTION.- (inaudible) question sur les relations éventuelles entre la visite aux Etats-Unis et la

situation intérieure française.

- LE PRESIDENT.- Cela fait déjà longtemps que ce voyage a été organisé et il n'était pas spécialement fait pour occulter mon activité en matière de politique intérieure. D'ailleurs, vous savez, vous pouvez être tranquille, à quelque moment que ce soit cela aurait été pareil. De toute façon, il se passe toujours des choses en France, spéculer sur le contraire serait une extrême imprudence. Je me permets de vous informer que je vais y revenir et je me tiens au courant, en attendant et même je continue de donner des instructions lorsque cela est nécessaire, dans le domaine qui est le mien.

- Et puis ! la France n'est pas si troublée que cela, elle ne l'est pas plus que beaucoup d'autres pays. On fait -état des grèves, mais il y a beaucoup moins de grève en nombre de journées, en nombre de grévistes - puisque ce genre de statistiques étranges existe, il faut bien s'y reporter - beaucoup moins que dans les périodes précédentes. Je veux dire les périodes qui ont précédé mon arrivée à la Présidence de la République. Beaucoup moins. Et depuis 25 ans, c'est le cas, donc pourquoi est-ce qu'on n'en parlait pas avant et que l'on en parle aujourd'hui ? C'est bizarre, hein ? Vous voyez le discours inversé, je suis obligé de mettre trois points sur un "i" moi, quand les autres n'étaient obligés que d'en mettre un demi ? C'est du travail. La France n'est pas un pays troublé, ce n'est pas un pays dans le désordre, c'est un pays dans lequel la démocratie est très vivante, mais on ne se plaindra jamais de la démocratie & moi j'aime mieux que cela soit comme ça. Vous n'avez jamais entendu parler de troubles dans quelques grands pays voisins et amis de la France ? La situation économique de la France se redresse, sur tous les paramètres & ce n'est pas suffisant, et elle entretient de légitimes inquiétudes dans certaines catégories de la population, celles dont le pouvoir d'achat est déjà faible et craignent de la voir se réduire, bien que, dans ce domaine, il y ait beaucoup d'informations exagérées. Mais la France se redresse, j'ai bien le droit de le dire et j'attends la contradiction.\

LE PRESIDENT.- Voilà, je vais m'arrêter là. Madame a demandé à parler depuis déjà longtemps.

- QUESTION.- Quel est votre secret pour rester en bonne santé, heureux et beau ?

- LE PRESIDENT.- Est-ce que c'était la question ? ... C'était sans doute un journal diététique qui posait la question ? Indépendamment de l'opinion que vous avez de moi, je ne suis pas spécialement heureux. J'aime bien rencontrer la presse, c'est vrai, parce que j'aime bien la discussion & même ceux qui s'adressent à moi avec, d'une façon évidente, l'espoir de m'embarrasser, qui marquent quelque hostilité, j'aime bien les rencontrer parce que cela m'oblige à aller plus loin dans mes propres analyses puis à essayer de comprendre aussi quel est leur point de vue. Disons que c'est, dans mes journées, des moments qui "m'accrochent". Alors, dans ces cas-là, je n'ai pas de raison d'arriver avec l'air chagrin, ce qui ne veut pas dire que je n'ai pas mes soucis, mes charges et j'en ai conscience, vous le savez. Si vous voulez bien faire le compte des heures que j'ai consacrées à quelques problèmes internationaux depuis une semaine simplement, vous vous rendrez compte qu'il ne m'est pas resté beaucoup de temps ni pour la distraction ni pour les bons déjeuners ni pour le sommeil. Simplement je vais vous donner une recette, c'est une recette vieille comme le monde : je suis très raisonnable. Je suis très strict sur ce que je fais, bref je veille à modérer ma propre -nature et c'est un bon conseil que j'adresse à tous. Quant aux opinions esthétiques de madame, j'avoue que cela m'est plus agréable que ce soit une dame qui me le dise, parce que j'ai toujours l'espoir qu'elle n'est pas la seule à le penser.

- Merci beaucoup.\